



L'intervention des Etats-Unis au Venezuela : un regard en coulisse

Par [Marc Vandepitte](#)

Mondialisation.ca, 05 février 2019

Région : [Amérique latine & Caraïbe](#)
Thème: [Guerre USA OTAN](#), [Services de renseignements](#)

Analyses: ["Putsch" au Venezuela](#)

Droits de l'homme et démocratie ?

Les superpuissances ont l'habitude de justifier une ingérence étrangère ou une intervention militaire par des motifs humanitaires. Le refrain est varié, mais se résume toujours à ceci : par souci de la population locale, nous sommes obligés d'intervenir. En Irak, on allait rétablir la démocratie, en Libye la population devait être sauvée d'un massacre et, en Syrie, les droits de l'homme et la démocratie étaient en jeu. Après l'ingérence étrangère, ces trois pays sont complètement détruits et ou plein chaos.

Aujourd'hui aussi, des motifs nobles sont avancés lorsqu'il s'agit du Venezuela : « Le Président Trump soutient la population du Venezuela et exige la démocratie, le respect des droits de l'homme et la prospérité dont elle est privée par Maduro », déclare la [Maison Blanche](#).

Petite vérification. Si Trump était si préoccupé par la démocratie, pourquoi a-t-il félicité Juan Orlando Hernández pour sa victoire électorale au [Honduras](#) en décembre 2017, alors qu'il était évident, tant pour ses amis que pour ses ennemis, que ces élections avaient été une grande farce ?

Et les droits de l'homme ? Si Trump les chérit tellement, pourquoi n'édicte-t-il pas immédiatement des sanctions économiques contre la Colombie, le pays voisin du Venezuela ? Car, depuis la signature de l'accord de paix, en 2016, [plus de 300](#) dirigeants communautaires, syndicalistes et activistes pour les droits de l'homme y ont été assassinés. Beaucoup plus qu'au Venezuela pendant la même période où, par ailleurs, les morts étaient le résultat de troubles pilotés par l'opposition.

A cet égard, il est révélateur de constater que Trump s'est toujours engagé pour la 'liberté' et la 'démocratie' seulement dans [trois pays](#) : Cuba, l'Iran et le Venezuela.

It's the oil stupid! (C'est le pétrole stupide!)

[Alfred de Zayas](#), ancien chef du Conseil des Droits de l'Homme des Nations Unies, dénonce cette rhétorique humanitaire : « Ce qui est en jeu, ce sont les énormes ressources naturelles du Venezuela. Et j'ai le sentiment que si le Venezuela n'avait pas de ressources naturelles, personne ne s'intéresserait à un Chavez, Maduro ou quiconque là-bas ». [John Bolton](#), un faucon au sein du cabinet de Trump, le dit franchement, comme d'habitude : « Nous

regardons les sources pétrolières. C'est la plus importante source de revenus du gouvernement vénézuélien. Nous examinons ce que nous pouvons en faire. Cela ferait une grande différence économique pour les Etats-Unis si nous pouvions laisser les compagnies pétrolières étasuniennes investir et produire dans le potentiel pétrolier du Venezuela ».

Le Venezuela dispose des plus grandes réserves de pétrole au monde. Potentiellement, les revenus annuels du pétrole, en fonction de son prix, s'élèvent au moins [entre 50 et 100 milliards de dollars](#). Voilà la mine d'or que visent les géants énergétiques des Etats-Unis. John Bolton leur obéit au doigt et à l'œil. « Nous discutons avec des entreprises étasuniennes importantes. Je pense que nous essayons d'obtenir le même résultat ». La politique au service des multinationales, on ne pourrait pas être plus clair.

Les sanctions

En 2015, les Etats-Unis ont promulgué des [sanctions économiques](#) contre le Venezuela. Ces sanctions perturbent les transactions financières, gèlent des avoirs à l'étranger et entravent l'importation de nourritures, médicaments et autres produits de base. On peut discuter de la politique économique de Maduro, mais en tout cas, les sanctions n'ont pas manqué leur effet. Depuis leur promulgation, la situation sociale s'est fortement dégradée. La mortalité infantile et la sous-alimentation ont augmenté. Le Venezuela a chuté de 16 places dans le classement de [l'Index du développement humain](#) du PNUD. Ce recul fait que beaucoup de personnes quittent le pays.

A cette époque, le précité De Zayas était le rapporteur de l'ONU pour le Venezuela. Il a écrit [un rapport](#) sur les conséquences des sanctions. Il les a qualifiées, sans ambiguïté, de [crime contre l'humanité](#). « Je pense que lorsque l'ampleur de la misère causée par les sanctions, comme ce fut le cas en Irak ou maintenant au Venezuela, devient aussi évidente, je peux dire que les sanctions contre le Venezuela sont un crime contre l'humanité, dont pourra être saisie la Cour pénale internationale pour violation de l'article 7 du Statut de Rome ».

Les trois ténors

Dans l'approche actuelle du Venezuela, trois personnages jouent un rôle de premier plan : Trump, Bolton et Abrams.

Elliott Abrams est l'envoyé spécial des Etats-Unis au Venezuela. A l'époque du président Reagan, il était impliqué dans les sales [guerres contre-révolutionnaires](#) menées par les Etats-Unis en Amérique Centrale, provoquant la mort de centaines de milliers de personnes. Il a appuyé [Rios Montt](#), le dictateur du Guatemala qui, dans les années quatre-vingt, a commis un génocide contre la population indigène. Il a été un des cerveaux [du coup d'état échoué](#) contre Chavez en 2002. L'ancien candidat présidentiel [Jesse Jackson](#) résume bien le profil de l'homme : « Elliot Abrams est un fervent partisan des dictateurs et criminels de guerre, une pom-pom girl pour pratiquement toute intervention étasunienne catastrophique, de la guerre secrète de Reagan contre le Nicaragua aux invasions des présidents Bush en Irak, et il a été condamné pour faux témoignages dans le scandale Iran-Contra ».

Le précité John Bolton, conseiller national de sécurité de Trump, est du même calibre. Il a été un des architectes de [l'invasion en Irak](#) en 2003, une guerre qui a fait des centaines de milliers de victimes et qui a amené à la création de Daesh. Bolton est un ardent critique des [Nations Unies](#) et de la [Cour pénale internationale](#). Un jour, il a résumé [son opinion sur l'ONU](#) de la façon suivante : « Une telle chose que les Nations Unies n'existe pas. Il y a une

communauté internationale qui, de temps en temps, peut être dirigée par le vrai pouvoir dans le monde, c'est à dire les Etats-Unis, à condition qu'il soit dans notre intérêt et que nous puissions convaincre les autres à nous suivre ».

Et puis, il y a Trump. Il a ses propres raisons pour réaliser un changement de régime au Venezuela. Jusqu'à maintenant, sa politique étrangère a été particulièrement catastrophique. Au Moyen-Orient, il a perdu beaucoup d'influence au profit de la Russie. Il n'a pas non plus su produire des résultats en ce qui concerne les conflits avec l'Iran et la Corée du Nord. Peut-être que le Venezuela pourra lui donner une victoire tant attendue. Une grande partie de l'élite vénézuélienne a quitté le pays. Un grand nombre de Vénézuéliens sont allés en Floride où ils ont acheté un appartement faisant partie de l'empire de Trump. A ce sujet, le [Financial Times](#) écrit qu'il est « impossible de tracer une ligne de démarcation entre les rapports commerciaux de Trump et son soutien pour la démocratie au Venezuela ». N'oublions pas non plus que la Floride est un Etat pivot important. Une position dure à l'égard de Maduro pourrait [donner à Trump le vote](#) d'un nombre croissant de Vénézuéliens qui s'y sont installés, faisant ainsi pencher l'Etat en sa faveur.

Il n'est ni nouveau ni étonnant que la politique étrangère des Etats-Unis est déterminée par des motifs peu honorables. Mais le fait que le Canada et l'UE se laissent entraîner par ces trois personnages dangereux le rend d'autant plus douloureux.

Marc Vandepitte

Traduction Erwin Carpentier

La source originale de cet article est Mondialisation.ca
Copyright © [Marc Vandepitte](#), Mondialisation.ca, 2019

Articles Par : **Marc Vandepitte**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

